

Plus de 1,9 milliards de vaccins administrés dans le monde contre le Covid-19

Page 17

VERSION

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mardi 01 juin 2021

7 jrs/7

N°1639 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

Tensions entre le Tchad et la Centrafrique après la mort de six soldats

Page 15



www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



Namibie : L'Allemagne affirme avoir commis un génocide pendant la période coloniale

Page 13

NIGERIA

Une épidémie de choléra fait 20 morts

Une épidémie de choléra dans le Nord du Nigeria a tué au moins 20 personnes au cours des deux dernières semaines et plus de 300 personnes ont dû être hospitalisées, a indiqué mardi un responsable local en charge de la Santé.



Une épidémie de choléra fait 20 morts au Nigeria



Le Nigeria souffre d'un fort taux de maladies d'origine hydrique liées à des infrastructures délabrées et à un manque d'investissement

Neuf districts de l'Etat de Bauchi (au nord du Nigeria), la capitale Bauchi étant la plus touchée font face à une épidémie de choléra, a indiqué à la presse Mohammed Maigoro, le responsable de la Santé dans cet état. «Nous avons à ce stade enregistré 20 morts et 322 cas de choléra dans neuf zones au cours des deux dernières semaines», a-t-il dit, selon Africanews. A en croire Mohammed Maigoro, la capitale Bauchi compte à elle seule la moitié des décès et 147 cas. Selon ce responsable, les cas sont en progression et le gouvernement a demandé à l'ensemble des 20 districts de l'Etat d'activer leurs équipes d'urgence et d'ouvrir des centres de quarantaine spécifiques.

Depuis le début de l'année, huit Etats au Nigeria ont rapporté des cas probables de choléra, selon le Centre nigérian de contrôle des maladies (NCDC). Au total, depuis janvier 1 746 cas probables de choléra et 50 décès majoritairement des enfants de 5 à 14 ans ont été recensés dans ces Etats. Du personnel de santé et des médicaments ont été envoyés dans les zones affectées, tandis que des campagnes de sensibilisation à l'égard du public concernant l'eau et l'hygiène personnelle ont été renforcées, a dit le responsable de la Santé de Bauchi.

Le choléra est une infection bactérienne liée à l'eau qui affecte les voies intestinales et se traduit par des vomissements, une déshydratation et de la fatigue. Il peut être mortel s'il est mal traité.

Le Nigeria, important producteur de pétrole, souffre d'un fort taux de maladies d'origine hydrique liées à des infrastructures délabrées et à un manque d'investissement.

Line Rose

NIGERIA

Des dizaines de personnes kidnappées dans une école islamique dans le Nord

Un gang armé a enlevé dimanche des dizaines d'étudiants d'une école islamique dans l'état du Niger, situé au centre-nord du pays, ont annoncé la police et des responsables du gouvernement de l'État.



Une classe vide après un précédent enlèvement d›élèves, en décembre dernier au Nigeria.



Des groupes armés effectuant régulièrement des enlèvements contre rançon

Quelques jours après la libération de 14 étudiants d'une université du nord-ouest du Nigéria, 200 enfants se trouvaient à l'école au moment de l'attaque de dimanche, a déclaré le gouvernement de l'État du Niger sur Twitter, ajoutant qu'un «nombre non confirmé» avait été pris. Un porte-parole de la police de l'État du Niger a déclaré dans un communiqué que des hommes armés à motocyclette avaient attaqué la ville de Tegina, dans la région du gouvernement local de Rafi, dimanche vers 15 heures (14 heures GMT).Il a précisé à l'AFP que les assaillants «tiraient sans discrimination et enlevaient un nombre encore inconnu d›enfants à l›école islamique de Salihu Tanko». Une personne a été abattue lors de l›attaque et une deuxième personne a été grièvement blessée, a déclaré la porte-parole du gouverneur de l'État.

Le propriétaire de l'école, Abubakar Tegina, a déclaré à l'agence de presse Reuters qu'il avait été témoin de l'attaque.«J'ai personnellement vu entre 20 et 25 motos avec des gens lourdement armés. Ils sont entrés dans l'école et sont partis avec environ 150 élèves ou plus

La suite à la page 4

SOMALIE

La suite de la page 3

», a déclaré Tegina, qui habite à environ 150 mètres (environ 500 pieds) de l'école.«Nous ne pouvons pas être exacts car la plupart d'entre eux ne se sont pas présentés à l'école à ce moment-là», a-t-il dit. Tegina a déclaré qu'il y avait environ 300 élèves âgés de 7 à 15 ans. Il a ajouté que les élèves vivaient à la maison et ne suivaient que des cours sur le site. L'un des responsables de l'école, sous couvert d'anonymat, a déclaré à l'agence de presse AFP que les assaillants avaient initialement emmené plus de 100 enfants «mais ont ensuite renvoyé ceux qu'ils jugeaient trop petits pour eux, entre quatre et 12 ans».Le gouvernement de l'État, dans une série de tweets, a déclaré que les assaillants avaient libéré 11 des élèves qui étaient «trop petits et ne pouvaient pas marcher» très loin.

K.Fiakofi

L'armée somalienne affirme avoir tué 100 combattants du groupe al-Shabaab



Les troupes somaliennes se battent pour endiguer l'insurrection djihadiste menée par le groupe terroriste al Shabaab

L'armée nationale somalienne (SNA) a annoncé samedi que ses forces ont tué 37 combattants du groupe al-Shabaab dans la région du Moyen Shabelle, dans la nuit de vendredi à samedi.

Dans le cadre des opérations militaires en cours pour débusquer les extrémistes dans la partie sud du pays,»l'armée nationale somalienne (SNA) a mené la nuit dernière une opération planifiée dans la zone de Galka-Harare du Moyen Shabelle où les combattants étaient basés, tuant 100 combattants du groupe al-Chabab et en capturant deux autres», a précisé la SNA dans un communiqué publié samedi à Radio Mogadiscio. Selon l'armée, l'incident est survenu après que les forces gouvernementales ont tué 100 combattants du groupe al-Shabaab, y compris des responsables, au cours d'une opération dans le village de Gal-labashiir dans la région de Moyen Shabelle vendredi. Les forces gouvernementales ont intensifié les opérations de sécurité contre le groupe terroriste affilié à Al-Qaïda, alors que le pays se prépare à organiser des élections présidentielles et

La suite à la page 5

SOMALIE

La suite de la page 4



Al-Shabaab, qui est lié à Al-Qaïda attaque la Somalie depuis plus de dix ans.

parlementaires dans 60 jours.

Le chef de l'armée Odowaa Yusuf Rage, a ajouté à l'AFP que les opérations, qui étaient toujours en cours dans la région du Moyen-Shabelle, allaient continuer à s'intensifier jusqu'à ce que tous les insurgés qui lancent des attaques terroristes contre des innocents aient été expulsés de la région. Le groupe terroriste, qui s'est battu pour renverser le gouvernement, a promis de perturber les élections. Les militants les plus dangereux d'al-Shabaab sont maintenus en prison, y compris ceux qui purgent des peines à vie ou qui attendent d'être exécutés après avoir été condamnés à mort.

K.Fiakofi

Les élections nationales auront lieu dans deux mois



Après des mois d'attente et de désaccords, un accord a finalement été trouvé pour la tenue des élections dans deux mois en Somalie

Les principaux acteurs politiques de la Somalie ont signé jeudi un accord définitif stipulant que le pays tiendra des élections indirectes dans les deux mois, ce qui signifie que les scrutins devraient avoir lieu avant août de cette année.

Cette décision faisait suite à des discussions d'une semaine de marathon dirigées par le Premier ministre Hussein Roble. Le nouvel accord permet au pays d'aller de l'avant avec le système de vote des délégués comme suggéré précédemment, mettant fin à des semaines d'incertitude.«Plusieurs jours de négociations entre le FGS, le FMS et la région de Benadir dans un esprit de réactivité, de compromis et de consensus ont abouti, dans l'intérêt de la nation et du peuple, à une solution mutuellement acceptable à l'impasse électorale nationale», a indiqué à Nation Africa le premier ministre ,ajoutant que , 27 mai 2021, marque un moment historique et tourne une page d'or dans l'histoire de la construction de l'État et de la gouvernance en Somalie.

Soulagement

Les politiciens somaliens ont accueilli avec soulagement l'accord sur les sondages. «L'accord électoral

La suite à la page 6

SOUDAN

La suite de la page 5

d'aujourd'hui entre le gouvernement fédéral de la Somalie et ses États membres fédéraux nous emmène enfin sur la voie des élections», a déclaré à Nation Africa ,Ayub Ismail Yusuf, sénateur à la Chambre haute somalienne.«Cet accord est aussi juste et représentatif que possible pour garantir des élections indirectes libres et équitables. Nous devons travailler vers 1P1V (une personne, une voix) », a-t-il ajouté. L'accord pourrait également être une victoire personnelle pour le président Mohamed Farmaajo, qui, il y a à peine un mois, était un dirigeant en désaccord avec son propre peuple. Sa décision de prolonger son mandat de deux ans s'est heurtée à une opposition farouche de la part de ses rivaux , des États fédéraux somaliens et de la communauté internationale. Le président avait fait valoir qu'il voulait s'organiser pour le suffrage universel, accusant les politiciens de prendre en otage des sondages indirects.

K.Fiakofi

Darfour : la CPI accuse le chef de milice Ali Kosheib de meurtres



Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman dans la salle d'audience de la CPI

Le chef de la milice janjawid, force supplétive du gouvernement soudanais accusée d'exactions durant le conflit du Darfour, a personnellement commis des meurtres dans cette région de l'ouest du Soudan, ont déclaré lundi à La Haye les procureurs de la Cour pénale internationale (CPI).

Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, également connu sous son nom de guerre Ali Kosheib, a comparu lundi devant la Cour lors d'une audience destinée à déterminer s'il y a suffisamment de preuves pour un procès en bonne et due forme pour les 31 chefs de crimes de guerre et contre l'humanité dont il est accusé. Proche collaborateur de l'ex-président soudanais Omar el-Béchir, il a été «l'auteur très actif» de meurtres commis en 2003-2004 au Darfour, ont affirmé à l'AFP les procureurs. «Craint et en même temps vénéré en tant que colonel des colonels, il était le principal dirigeant de la tristement célèbre milice janjawid» accusée de nombreuses exactions, a déclaré la procureure générale de la CPI Fatou Bensouda. «Les preuves montrent qu'Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman était l'auteur conscient, volontaire

La suite à la page 7

SOUDAN

La suite de la page 6



Des personnes déplacées vivant dans le camp d'Ardamata à El-Geneina, capitale du Darfour-Occidental au Soudan, ont exprimé leur joie à l'annonce de la CPI de poursuivre leur bourreaux

et actif de ces crimes. Il a joué un rôle crucial, dirigeant des attaques, commettant des meurtres et ordonnant d'autres meurtres», a-t-elle ajouté. Selon les procureurs de la CPI, Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman, soutenu par les forces soudanaises, a mené des attaques contre des villages dans la zone de Wadi Salih au Darfour en août 2003. «Des civils ont été attaqués, violés et assassinés, leurs maisons et villages détruits, des milliers (d'habitants) ont été déplacés de force», a souligné la procureure générale.

« Cette avancée dans les poursuites contre Ali Kushayb est un grand pas pour la justice rendue aux victimes d'atrocités commises à travers tout le Darfour et à leurs familles terrorisées par les miliciens janjaouid », a déclaré à Reuters, Elise Keppler, directrice adjointe du Programme Justice internationale à Human Rights Watch. « Mais l'absence à la Cour d'Omar el-Béchir et de trois autres suspects du Darfour fait grandement défaut et les autorités soudanaises devraient rapidement y apporter une réponse. »,a-t-elle ajouté. Le gouvernement soudanais de transition est en pourparlers avec la CPI sur les modalités de procès pour Omar el-Béchir et ses collaborateurs mis en cause dans les exactions au Darfour. Le conflit a éclaté en 2003 lorsque des membres de minorités ethnique ont pris les armes contre le régime de Khartoum, dominé par la majorité arabe. Il a fait 300 000 morts et 2,5 millions de déplacés, selon l'ONU.

K.Fiakofi

L'Afrique a besoin de 20 millions de secondes doses AstraZeneca jabs en six semaines, OMS

L'Afrique a besoin d'urgence d'au moins 20 millions de doses du vaccin Oxford-AstraZeneca au cours des six prochaines semaines afin d'administrer une deuxième dose à tous ceux qui ont déjà reçu le premier sérum, a alerté jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

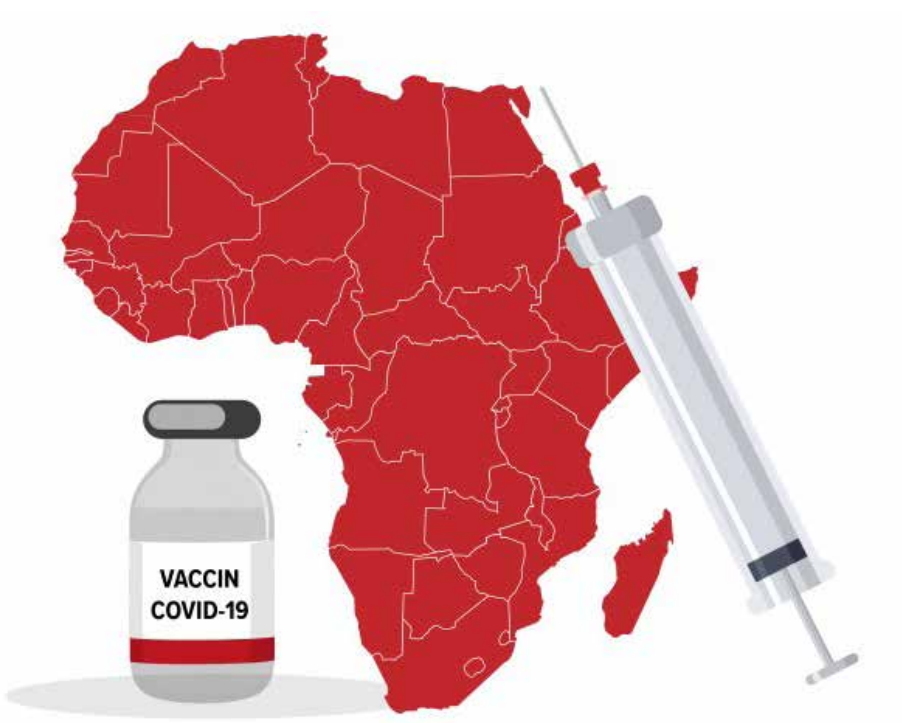
Alors que les approvisionnements se tarissent, le partage des doses est une solution urgente. La directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique la Dre Matshidiso Moeti a estimé que le continent a besoin de 200 millions de doses supplémentaires d'ici à septembre. « L'Afrique a besoin de vaccins maintenant », a-t-elle insisté, avertissant que « toute pause dans ces

La suite à la page 6

SANTE

La suite de la page 5

campagnes de vaccination se traduira par des vies et des espoirs perdus ». Selon le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, une seule dose du vaccin Oxford-AstraZeneca confère une protection d'environ 70 % pendant au moins trois mois.« Les données sur la protection conférée par une seule dose après 12 semaines sont limitées, mais des anticorps anti-Covid-19 ont été retrouvés dans l'organisme jusqu'à 6 mois après une dose », relève l'OMS. Pour l'agence sanitaire mondiale de l'ONU, le traitement complet, fourni sur un intervalle de 12 semaines, donne ainsi une protection de 81% pendant une période prolongée.



L'Afrique a besoin de disposer de vaccins COVID-19 sûrs et efficaces en temps utile



28 millions de doses de différents vaccins ont été administrées en Afrique, ce qui représente moins de deux doses administrées pour 100 personnes sur le continent.

En plus de ce besoin urgent de 28 millions du sérum d'AstraZeneca, 200 millions de doses supplémentaires de tout autre vaccin répertorié par l'OMS sont nécessaires pour que le continent puisse vacciner 10 % de sa population d'ici à septembre prochain. Sur le terrain, c'est la course contre la montre. « Il est trop tôt pour dire si l'Afrique est à l'aube d'une troisième vague », a alerté la Dre Moeti, mettant en garde sur une hausse des cas. L'OMS estime que les pays africains qui ne sont pas en mesure d'utiliser tous leurs vaccins les partagent sur le continent. Si cela permet d'éviter le gaspillage de vaccins, la redistribution des doses est coûteuse et les pays doivent déployer toutes les doses disponibles le plus rapidement possible.

K.Fiakofi

ANGOLA

La lutte anticorruption du chef de l'Etat décrédibilisée par des saisies chez des proches

Le président angolais João Lourenço a démis de leurs fonctions plusieurs officiers de l'armée faisant l'objet d'enquêtes pour détournements de fonds, après que d'importantes sommes d'argent aient été saisies au domicile de ces derniers. C'est une découverte qui ternit l'image du chef de l'Etat fortement engagée dans la lutte anti-corruption.



La lutte contre la corruption engagée par le président Joao Lourenço prendra un sérieux coup après l'inculpation d'officiers de l'armée commis à sa sécurité

Six officiers de l'armée, qui travaillaient au sein de la Maison de la sécurité de la présidence de la République angolaise ont été démis de leur fonctions par le président Joao Lourenço en début de semaine. Pour cause, ces derniers font l'objet d'enquêtes pour détournement de fonds. A en croire la parution du mardi 25 mai, du Jornal de Angola, le quotidien gouvernemental, le Bureau du procureur général avait "saisi des millions de dollars, d'euros et de kwanzas" (la monnaie angolaise), mais aussi "des résidences et des voitures de luxe" "dans le cadre d'une enquête visant des officiers de l'armée" chargés de la sécurité du chef de l'État.

Les mis en cause, détenus, font désormais l'objet d'enquêtes pour, entre autres délits, "détournement de fonds" et "association criminelle", rapporte le journal d'État.

Un coup dur pour le président

Depuis son arrivée au pouvoir en 2017, le président Joao Lourenço a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Depuis lors, plusieurs poursuites judiciaires ont été lancées contre des caciques de l'ancien régime, mais aussi contre les enfants de l'ex-président José Do Santos. La poursuite de ces officiers décrédibilise donc l'image du chef de l'Etat, d'autant plus que ces derniers travaillaient au sein même de la Maison de la sécurité de la présidence. Ce qui prouve que le président Joao Lourenço a encore énormément à faire pour endiguer la corruption dans son pays.

Line Rose

SENEGAL

Émeutes de mars au Sénégal : le M2D déterminé à rendre justice aux victimes

Au Sénégal, le mercredi 26 mai, le Mouvement de défense de la démocratie (M2D) a annoncé avoir intenté une action en justice contre l'Etat sénégalais qu'il accuse d'être le responsable de la répression contre les mouvements de protestations de Mars dernier. Lors de l'interpellation de l'opposant Ousmane Sonko, une dizaine de manifestants avait été tués.



Le M2D annonce une action en justice contre l'Etat sénégalais pour la répression des manifestation de mars dernier

Le Mouvement de défense de la démocratie (M2D) veut rendre justice aux victimes de la répression des manifestations survenues en mars dernier au Sénégal, lors de l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko. Dans un mémorandum de 54 pages, le mouvement a décrit les actions prochaines qu'il comptait mener pour protester contre la répression de mars dernier. Le M2D compte poursuivre l'Etat sénégalais qui, pour lui, est le commanditaire de la répression devant les juridictions nationales, régionales et internationales.« Déterminé à rendre justice aux victimes et à faire en sorte que de tels crimes ne restent pas impunis et ne se reproduisent plus au Sénégal, le M2D décide de poursuivre leurs auteurs et leur commanditaire, l'État du Sénégal, devant les juridictions nationales, régionales et internationales. Des plaintes sont en préparation à cet effet », a déclaré le coordonnateur du M2D, Cheikh Tidiane Dièye, cité par La Nouvelle Tribune.

Bilan de la répression

Dans leur mémorandum, le M2D est revenu sur le bilan de la répression contre les manifestants. A en croire le mouvement, l'Etat sénégalais qui a usé de toutes les formes d'illégalités et de violences pour diligenter le dossier, a commis une panoplie d'entorses au dispositif juridique et réglementaire. « 13 jeunes sénégalais sont tombés sous les balles d'autres compatriotes. Près de 600 ont été gravement blessés, mutilés ou éborgnés. Ces jeunes martyrs, partis à la fleur de l'âge, alors qu'ils manifestaient pour défendre leur rêve et l'idée qu'ils se faisaient de la démocratie et de la justice », a rappelé le coordonnateur.

En rappel, de violentes manifestations avaient éclaté au Sénégal suite à l'arrestation le 3 mars du député Ousmane Sonko accusé de viols répétés et menaces de mort par une jeune dame travaillant dans un salon de beauté dakarois.

Line Rose

SOCIETE

L'ONU rend hommage aux plus de 4.000 Casques bleus qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a rendu hommage jeudi aux Casques bleus qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions lors d'une cérémonie au siège des Nations Unies, à New York.



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, déposant une couronne de fleurs en hommage aux Casques bleus qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions



Réaliser la paix avec la participation active des jeunes

Lors d'une autre cérémonie, en ligne, le Secrétaire général a décerné la médaille Dag Hammarskjöld à 129 Casques bleus qui ont perdu la vie en 2020 et au cours des premiers mois de 2021.Plus de 4.000 femmes et hommes ont perdu la vie depuis 1948 alors qu'ils servaient sous le drapeau bleu de l'organisation internationale, selon l'ONU. Ils « ont perdu la vie à cause d'actes malveillants, d'accidents et de maladies y compris la Covid-19 », a souligné le chef de l'ONU, précisant que ces Casques bleus venaient de 44 pays et d'horizons divers. Il a présenté ses sincères condoléances à leurs familles et amis. « Leur sacrifice ultime ne sera pas oublié et ils seront toujours dans nos cœurs », a-t-il ajouté. Le Secrétaire général a rappelé que « les défis et les menaces auxquels sont confrontés nos soldats de la paix sont immenses ». « Ils travaillent dur chaque jour pour protéger certaines des personnes les plus vulnérables du monde, tout en faisant face à la double menace de violence et à une pandémie mondiale », a-t-il souligné lors de cette cérémonie marquant la Journée internationale des Casques

La suite à la page 10

SOUDAN

La suite de la page 9

bleus des Nations Unies, qui est officiellement célébrée le 29 mai chaque année.

S'exprimant au sujet du thème de la Journée des Casques bleus cette année qui porte sur la jeunesse, la paix et la sécurité, le Secrétaire général a souligné que « dans les pays où opèrent nos missions, la paix ne peut être réalisée sans la participation active des jeunes ».« De la République centrafricaine à la République démocratique du Congo en passant par le Liban, nos soldats de la paix travaillent avec les jeunes pour réduire la violence et maintenir la paix, notamment par le biais de programmes de désarmement, démobilisation et réintégration et de réduction de la violence communautaire », a-t-il ajouté. Il a noté également que les jeunes Casques bleus apportent aussi de nouvelles idées, de l'espoir et de l'énergie aux opérations de paix des Nations Unies. « Ils s'engagent efficacement avec les populations locales et contribuent à l'amélioration de la performance globale et de l'exécution des mandats », a-t-il souligné, saluant le dévouement et la bravoure de tous les soldats de la paix.

K.Fiakofi

Le Soudan et le principal groupe rebelle lancent des pourparlers de paix à Juba, capital du Soudan du Sud



Un autre principal groupe rebelle l'Armée du Mouvement de libération du Soudan, dirigé par Abdel-Wahid Nour, rejette le gouvernement de transition et n'a pas pris part aux pourparlers

Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, accueille les pourparlers entre le gouvernement soudanais et le Mouvement populaire de libération du Soudan du Nord (SPLM-N), dirigé par Abdel-Aziz al-Hilu, nous fait savoir Al Jazeera.

Le gouvernement de transition du Soudan et le principal groupe rebelle ont lancé une nouvelle série de pourparlers de paix, ont déclaré des responsables, le dernier effort pour mettre fin à un conflit de plusieurs décennies au Soudan. Le général Abdel-Fattah Burhan, chef du conseil souverain au pouvoir, le Premier ministre Abdalla Hamdok et al-Hilu ont assisté à une réunion de cérémonie mercredi. Par la suite, les délégations du gouvernement et du groupe rebelle devaient poursuivre leurs délibérations à huis clos à Juba. Kiir a exhorté les deux parties à «adopter l'esprit de dialogue et à laisser leur attention se tourner vers la paix au lieu de penser à la guerre». «Je crois que la guerre ne nous sauvera jamais. Vous avez vu

La suite à la page 11

SOUDAN

La suite de la page 10



Le groupe d'Al-Hilu a indiqué que si ses demandes ne sont pas satisfaites, il appellera à l'autodétermination dans les zones qu'il contrôle.

que nous [les Soudanais du Sud] nous sommes battus pendant 21 ans jusqu'en 2005, avec tout cela, nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions dans son intégralité », a déclaré Kiir.

Diversité ethnique, religieuse et culturelle du Soudan

C'est un pas de plus vers la paix au Soudan. En effet, centaines de femmes, d'hommes et de jeunes soudanais, originaires pour la plupart des monts Nuba au Sud Kordofan - une région qui a été témoin d'affrontements meurtriers ces dernières années - ont chanté des chants de liberté alors qu'ils se rassemblaient pour le début des pourparlers. «Nous affirmons notre attachement à un règlement pacifique et aux négociations et mécanismes pour résoudre les causes profondes du conflit au Soudan», a déclaré Abdelaziz al-Hilu, le chef du SPLM-N à Al Jazeera. Le mouvement d'Al-Hilu est le plus grand groupe rebelle du Soudan et est actif dans les provinces du Nil Bleu et du Kordofan du Sud, où il contrôle d'importantes parties de territoire. En effet, en mars dernier, le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N) avait signé un texte avec le gouvernement de transition qui devrait servir de base à ces négociations de paix qui s'ouvrent à Juba. Le texte reconnaît la diversité ethnique, religieuse et culturelle du Soudan. « Aucune religion ne peut être imposée à qui que ce soit et l'État n'adoptera aucune religion officielle », affirme le document qui entend instaurer un État fédéral et démocratique où la liberté de culte sera respectée. Autant de principes qui devront être inscrits dans la future Constitution.

Pierre Oued.

Namibie : L'Allemagne affirme avoir commis un génocide pendant la période coloniale

L'Allemagne a reconnu pour la première fois vendredi qu'elle avait commis un génocide en Namibie pendant son occupation coloniale. Berlin promet un soutien financier de plus d'un milliard d'euros pour aider des projets dans la nation africaine.

Entre 1904 et 1908, lorsque les indigènes Herero et Nama se sont rebellés contre la domination étrangère ,les colons allemands ont tué des dizaines de milliers de peuples indigènes . Massacres qualifiés de premier génocide du 20e siècle par les historiens empoisonnant les relations entre la Namibie et l'Allemagne pendant des années. Alors que Berlin avait précédemment reconnu que des atrocités avaient été commises

La suite à la page 14

NAMIBIE

La suite de la page 13



Les colons allemands ont tué des dizaines de milliers de peuples indigènes Herero et Nama dans des massacres de 1904-1908 qualifiés de premier génocide du XXe siècle par les historiens



L'Allemagne demandera également pardon à la Namibie pour les «immenses souffrances» causées lors des massacres de 1904-1908

par ses autorités coloniales selon l'AFP, elles ont refusé à plusieurs reprises de payer des réparations directes.»Nous allons maintenant qualifier officiellement ces événements de ce qu'ils sont du point de vue d'aujourd'hui: le génocide», a déclaré le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas dans un communiqué.Il a salué l'accord après plus de cinq ans de négociations avec la Namibie sur les événements survenus sur le territoire détenu par Berlin de 1884 à 1915.»A la lumière de la responsabilité historique et morale de l'Allemagne, nous demanderons pardon à la Namibie et aux descendants des victimes» pour les «atrocités» commises, a déclaré Maas.

Aides au développement

Dans un «geste de reconnaissance des immenses souffrances infligées aux victimes», le pays soutiendra «la reconstruction et le développement» de la Namibie via un programme financier de 1,1 milliard d'euros (1,34 milliard de dollars), a-t-il déclaré.Cettesommeseraversée sur 30 ans, selon des sources proches des négociations, et doit avant tout profiter aux descendants des Hereo et Nama.Cependant, précisant que le paiement n'ouvrait la voie à aucune «demande légale d'indemnisation».

Rappel historique

La Namibie a été appelée Afrique du Sud-Ouest allemande pendant le règne de Berlin de 1884 à 1915, puis est tombée sous la domination sud-africaine pendant 75 ans, avant d'acquérir finalement son indépendance en 1990. Les tensions montèrent en 1904 lorsque les Herero privés de leur bétail et de leurs terres se soulevèrent, suivis peu après par les Nama, dans une insurrection écrasée par les troupes impériales allemandes. Lors de la bataille de Waterberg en août 1904. Environ 80 000 Herero, y compris des femmes et des enfants, ont fui et ont été poursuivis par les troupes allemandes à travers ce qui est maintenant connu sous le nom de désert du Kalahari. Seuls 15 000 ont survécu. Au moins 60000 Héros et environ 10000 Namas ont été tués entre 1904 et 1908 ,selon les sources .

K.Fiakofi

TCHAD

Tensions entre le Tchad et la Centrafrique après la mort de six soldats

La tension montre entre la Centrafrique et le Tchad, qui accuse les forces armées centrafricaines (FACA) d'avoir tué six de ses soldats ce dimanche 30 mai 2021 dans un poste frontalier. Le gouvernement de N'Djamena a qualifié cette attaque de « crime de guerre » qui ne peut rester « impuni » affirme le mondeafrique.



Des soldats de l'armée tchadienne au quartier général de l'armée à N'Djamena, au Tchad, le 9 mai 2021. STRINGER / REUTERS

Le Tchad accuse l'armée centrafricaine d'avoir commis un « *crime de guerre* » contre ses soldats lors d'une attaque d'un poste frontalier en territoire tchadien. L'annonce a été faite par Chérif Mahamat Zene, ministre tchadien des Affaires étrangères, dans un communiqué publié ce lundi 31 mai 2021 et relayé par l'AgenceEcofin . Selon *les autorités tchadiennes, l'*attaque contre le poste a abouti à la mort d'un soldat tchadien, à l'enlèvement de 05 autres soldats qui auraient été exécutés de l'autre côté de la frontière tandis que cinq militaires ont été blessés. "*Ce poste était tenu par 12 éléments des forces de défense et de sécurité tchadiennes* », affirme le communiqué.

RÉPUBLIQUE DU TCHAD
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Etranger

جمهورية تشاد
وزارة لشؤون الخارجية والتكامل الأفريقي والتشاد يون بالخارج

Unité – Travail – Progrès
وحدة – عمل – تقدم

COMMUNIQUE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTARNGÈRES

Le Gouvernement de la République du Tchad tient à informer l'opinion nationale et internationale que les forces armées centrafricaines (FACA), ont attaqué, ce dimanche 30 Mai 2021, à 05 heures du matin, le poste avancé de Sourou, en territoire tchadien, non loin de la localité de MBERÉ, et à proximité de la frontière centrafricaine. Ce poste était tenu tenu par douze (12) éléments détachés de forces de défense et de sécurité tchadiennes.

Les assaillants lourdement armés ont tué un (01) soldat tchadien, en ont blessé 5, et cinq (05) autres ont été enlevés pour être ensuite exécutés à Mbang du côté centrafricain. Le Directeur Général de la Gendarmerie centrafricaine a saisi l'Ambassade du Tchad à Bangui pour que les autorités tchadiennes récupèrent auprès du chef de village de Mbang les dépouilles de cinq (05) soldats tchadiens faits prisonniers et exécutés par l'armée centrafricaine. Ce crime de guerre d'une gravité extrême et cette attaque meurtrière préméditée, planifiée et opérée à l'intérieur du Tchad, dont seul le gouvernement centrafricain en connaît les raisons, ne sauraient restés impunis.

Le Tchad tient le gouvernement centrafricain entièrement responsable des conséquences de cette agression caractérisée que rien ne justifie au moment où les deux pays cherchent à mutualiser leurs efforts pour relever les défis sécuritaires communs et à renforcer la coopération bilatérale comme l'atteste la tenue à N'Djamena, au mois de décembre 2019, de la dernière Commission mixte Tchad-RCA. Le Tchad prend à témoin la communauté internationale, notamment la MINUSCA, l'Union Africaine et la CEEAC, de cette grave agression dont il est la cible.

Fait à N'Djamena, le 30 Mai 2021

Le Ministre des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Tchadiens de l'Étranger

La suite à la page 16

La suite de la page 15

Aussi, d'après toujours Agence Ecofin, si N'djamena affirme ne pas connaître les raisons derrière cette attaque, il est difficile de s'imaginer pourquoi la Centrafrique voudrait déclencher un conflit ouvert avec son voisin du nord. Même si plusieurs personnalités centrafricaines ont déjà accusé régulièrement le Tchad de soutenir des groupes armés rebelles centrafricains, à partir de son territoire, les FACA ont déjà fort à faire avec une opération de reconquête du pays qui dure depuis de longues années, en raison des difficultés de leurs forces à affronter ces groupes qui contrôlent une grande partie des richesses du pays. Selon certaines sources proches du dossier, qui se sont confiées à l'AFP, les soldats centrafricains qui auraient mené l'attaque contre les soldats tchadiens, poursuivaient d'ailleurs certains de ces rebelles qui essayaient justement de se réfugier de l'autre côté de la frontière. Une thèse qui a été rejetée par les autorités tchadiennes qui parlent d'un « *crime de guerre d'une gravité extrême* » et d'une « *attaque meurtrière préméditée, planifiée, et opérée à l'intérieur du Tchad* » qui « *ne saurait rester impunie* ».Selon Le Monde Afrique , pour l'instant, les autorités centrafricaines n'ont toujours pas commenté la situation. Prenant « à témoin la communauté internationale », le ministre Chérif Mahamat Zene a annoncé que le Tchad « *tient le gouvernement centrafricain entièrement responsable des conséquences de cette agression caractérisée* ».

Oumou Konaté

Au Tchad, les étudiants du campus universitaire de Toukra reprennent le chemin des cours

Le campus universitaire de Toukra un site universitaire de N'Djamena situé à la sortie Sud de la capitale, ré-ouvre après la suspension des cours par le président de l'université le 20 mai dernier suite à ''une prise en otage" du Mme Lydie Beassemda Ministre de l'enseignement supérieur par les étudiants.



Lydie Beassemda Ministre de l'enseignement supérieur

Pour rappel, la ministre **Lydie Beassemda** avait effectué une visite inopinée sur le campus universitaire afin de s'enquérir des conditions d'études, notamment la restauration, le transport, l'électricité entre autres afin d'inclure ces problèmes dans sa feuille de route. Mais les étudiants s'en sont pris à la délégation ministérielle prenant en otage le premier responsable du département. Deux véhicules de la délégation ont été caillassés et un autre incendié.

Grâce aux gendarmes qui ont intervenu, la ministre a été exfiltrée et a pu quitter le campus à bord d'une autre voiture. A la suite de ces échauffourées le président de l'université Professeur Mahamat Saleh Daoussa Haggar dans un communiquer avait suspendu les cours à l'université de Toukra jusqu'à nouvelle ordre.

Près de deux semaines après, les étudiants dudit Campus ont été autorisés à reprendre les cours dans cette enceinte universitaire hier lundi 31 mai.

Nang-yanan Raoul alias Akim

SANTE

Plus de 1,9 milliards de vaccins administrés dans le monde contre le Covid-19

Les données recueillies par le site Web de suivi Our World in Data indique qu'à ce jour plus de 1,9 milliards de personnes ont été vaccinées contre le coronavirus depuis son apparition à Wuhan en Chine en 2019.



Plus de 1,9 milliards de personnes ont été vaccinées contre le coronavirus

Selon le site Internet ''ourworldindata.org'', cité par l'Agence Anadolu, la Chine se classe en tête des pays ayant fourni le plus grand nombre de vaccins, dans le monde, avec 639, 17 millions de doses, suivie par les États-Unis avec 294,93 millions de doses puis l'Inde avec 208, 67 millions de doses.

Le Brésil occupe la quatrième place du classement avec 67,09 millions de doses, suivi du Royaume-Uni avec 64,59 millions, puis de l'Allemagne avec 49,94 millions de doses.

La France a 36,08 millions de doses administrées, l'Italie 34,47 millions et le Mexique 30,29 millions.

Quant à la Turquie, elle est classée à la dixième position avec 28,97 millions, suivie par la Russie, l'Espagne, l'Indonésie et le Canada.

Selon l'Agence Anadolu qui cite les données de " Our world in data", les Iles Seychelles, en Afrique de l'Est, sont le pays où l'on administre le plus de doses par rapport au nombre d'habitants, avec 134,74 doses pour 100 personnes.

La plupart des vaccins contre la Covid-19 sont administrés en deux doses, de sorte que le nombre d'injections administrées n'est pas le même que le nombre de personnes entièrement vaccinées.

La pandémie de la Covid-19 a fait plus de 3,54 millions de victimes dans 192 pays et régions du monde depuis sa découverte en décembre 2019, alors que plus de 170,37 millions de cas de contaminations ont été signalés à l'échelle planétaire, selon les données de l'Universités Johns Hopkins rapportées par l'Agence Anadolu.

Les Etats-Unis, l'Inde et le Brésil restent les pays les plus touchés en termes de contaminations et de décès.

Lucien Dakissaga

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria: des élèves kidnappés dans une école coranique



Un grand nombre d'enfants ont été kidnappés par des hommes armés dans une école coranique dans le centre-nord du Nigeria, ont rapporté, dimanche 30 mai, les autorités et des habitants, cités par Le Monde. L'école coranique Salihu Tanko enregistrait environ 200 enfants au moment de l'attaque, mais plusieurs ont réussi à s'enfuir, a fait savoir l'un des dirigeants, qui souhaite garder l'anonymat pour sa sécurité. « Au début, ils ont pris plus de cent élèves, mais après ils ont laissé ceux qu'ils considéraient trop petits, ceux entre quatre et douze ans », a-t-il confié à l'Agence France-Presse, cité par notre source, ajoutant qu'il n'avait pas de chiffres précis du nombre d'enfants kidnappés. Ces bandes armées, dont les membres sont communément appelés « bandits » dans cette région, terrorisent les populations dans le centre-ouest et le nord-ouest du Nigeria, pillant des villages, volant le bétail et menant des enlèvements de masse contre rançon. Depuis plusieurs mois, ces bandits se livrent essentiellement à des kidnappings de masse visant les établissements scolaires : 730 enfants et adolescents ont déjà été enlevés depuis décembre 2020.

Nigeria: 14 étudiants libérés 40 jours après leur enlèvement



Quatorze étudiants de l'université Greenfield de Kaduna, dans le nord du Nigeria, ont été relâchés samedi 29 mai 2021 par leurs ravisseurs, 40 jours après avoir été kidnappés, a déclaré le porte-parole de la police locale à l'AFP , cité par Africa Radio. «Ils les ont laissés le long de la route entre Abuja et Kaduna», a ajouté le porte-parole, assurant qu'il ne savait pas si une rançon avait été payée. En rappel, le 20 avril dernier, des «bandits» ont envahi l'Université de Greenfield et ont enlevé une vingtaine d'étudiants. Un employé a également été abattu pendant l'attaque. Cinq étudiants ont été exécutés par leurs ravisseurs dans les jours qui ont suivi leur enlèvement pour faire pression sur les familles et le gouvernement à payer une rançon. Le gouvernement de Kaduna, Etat en proie à une très forte insécurité et à une multiplication de ces enlèvements crapuleux, avait qualifié ces exécutions «d'actes diaboliques et absolument cruels». Il avait fortement découragé les parents à payer des rançons pour ne pas encourager d'autres enlèvements, a indiqué notre source. Ces bandes armées, dont les membres sont communément appelés «bandits» dans cette région, terrorisent les populations dans le centre-ouest et le nord-ouest du Nigeria, pillant des villages, volant le bétail et menant des enlèvements de masse contre rançon.

Nouakchott : Lancement officiel de l'assurance maladie pour 100 000 ménages pauvres



Le Président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a supervisé, vendredi 28 mai 2021 à Nouakchott, la cérémonie du lancement officiel d'une assurance maladie complète et gratuite pour 100 000 ménages les plus pauvres, a indiqué Tahalil. A cette occasion, El Ghazouani a remis des cartes d'assurance maladie gratuite à certains bénéficiaires issus des différentes wilayas du pays, a ajouté notre source. L'opération constitue la concrétisation de

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

l'engagement du Président de rehausser le niveau de vie des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables, et de leur faciliter l'accès aux services de base y compris les services sanitaires de qualité. Ce programme va bénéficier à cent mille ménages pauvres, soit environ six cent vingt mille personnes d'une assurance maladie gratuite, a expliqué notre source. Ce premier lot de bénéficiaires comprend environ cent sept mille individus, y compris des personnes vivant avec un handicap ou une maladie chronique. Selon toujours notre source, le processus d'intégration de ces ménages cibles à l'assurance maladie gratuite et complète se poursuivra pour couvrir l'ensemble des 100 000 ménages ciblés d' ici fin 2021. Notons que l'Assurance maladie est considérée comme l'un des principaux leviers du développement économique et social des nations, car elle permet aux bénéficiaires d'accéder aux services de santé, de limiter les dépenses liés aux traitements en cas de maladie de l'individu, de renforcer la cohésion sociale et réduit les inégalités et les disparités sociales et leurs conséquences négatives.

Nouakchott: Signature d'un protocole d'accord pour le développement d'un projet d'hydrogène vert de 40 milliards de dollars américains



Le gouvernement mauritanien et le développeur d'énergie renouvelable CWP Global ont signé un protocole d'accord pour le développement d'un projet «Power-to-X» de 30 GW (30 000 MW) pour un montant de 40 milliards de dollars américains, a indiqué le journal Tahalil. Cette annonce capitale prépare le terrain pour le début des travaux de développement sur ce qui sera le plus grand projet d'énergie renouvelable au monde, à savoir l'exportation d'hydrogène vert et de ses dérivés vers les marchés mondiaux. Le projet, baptisé «AMAN», sera implanté dans le nord du pays sur un site désertique d'environ 8 500 km², a ajouté notre source. CWP, l'un des développeurs du hub asiatique d'énergie renouvelable de 26 GW, est un pionnier mondial dans le développement de hubs d'hydrogène vert à très grande échelle. Selon toujours notre source, la société a identifié la Mauritanie comme l'un des meilleurs sites de la planète pour la production d'hydrogène vert à faible coût. La production hybride éolienne et solaire du projet bénéficie d'un profil factoriel stable et de grande capacité sur le site désertique, promettant une des énergies propres les moins chères au monde et la rendant idéale pour l'hydrogène vert à grande échelle et ses dérivés.

France: trois suspects écroués après le meurtre d'un Gambien



Trois hommes de nationalité arménienne âgés de 28, 32 et 62 ans, dont un père et son fils, ont été écroués dans la nuit de vendredi à samedi, après le meurtre en France mercredi soir d'un Gambien de 26 ans, a-t-on appris par voa afrique. Les faits se sont déroulés Mercredi dernier, vers 21H30, à Saint-Etienne (sud-est). La victime, père d'une fillette de deux mois, avait croisé les suspects parmi un groupe d'une dizaine de personnes dans un quartier résidentiel de la ville. Son agression aurait démarré pour un «motif futile» durant laquelle le jeune père a reçu quatre coups de couteau dans le ventre, alors qu'il faisait face aux suspects devenus violents «apparemment sous l'effet de l'alcool», selon une source policière.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Centrafrique : Macron estime que le président Touadéra est «otage du groupe Wagner»



Dans une interview publiée ce dimanche 30 Mai 2021 dans l'hebdomadaire français le JDD, le Président français à propos de la coopération militaire russe en République Centrafricaine, a tenu des propos qui suscitent la polémique à Bangui la capitale. « Ce discours anti-français permet de légitimer une présence de mercenaires prédateurs russes au sommet de l'État avec un président Touadéra qui est aujourd'hui l'otage du groupe Wagner », a estimé Emmanuel Macron pour qui « ce groupe s'empare des mines et, par là même, du système politique». L'exécutif centrafricain a appelé en renfort plusieurs centaines de combattants de la société de sécurité privée russe, Wagner, pour contenir les assauts de la rébellion aux côtés des forces gouvernementales. Selon une source diplomatique mentionnée par Rfi, les deux chefs d'État auraient échangé par téléphone quelques jours auparavant. Ce fut l'occasion pour le président Emmanuel Macron d'annoncer à son homologue centrafricain, Faustin Touadera, que « l'aide budgétaire 2020 ne sera pas encaissée et celle de 2021 suspendue ».

COVID-19 : Le Kenya prolonge son couvre-feu en raison des risques posés par les nouvelles variantes



Le Kenya a annoncé dimanche qu'il allait prolonger de 60 jours le couvre-feu actuel et maintenir l'interdiction de tous les rassemblements politiques en raison des risques posés par les nouvelles variantes de coronavirus. La prolongation du couvre-feu qui dure de 22H00 à 04H00 et de l'interdiction des grands rassemblements font partie des mesures de santé publique prises pour freiner la propagation du virus. Le ministère de la Santé a averti début mai que le pays pourrait connaître une quatrième vague d'infections, qui pourrait être encore plus meurtrière que les précédentes compte tenu de la présence des nouvelles variantes de COVID-19. Malgré une baisse du taux de positivité dans tout le pays au cours des deux dernières semaines, des poussées liées à ces nouvelles variantes ont en effet été enregistrées dans les comtés de l'ouest du Kenya. Mutahi Kagwe, Secrétaire de cabinet à la Santé, a déclaré à French people que les variantes originaires d'Inde, du Royaume-Uni et d'Afrique du Sud avaient été détectées dans 39 échantillons prélevés sur des Kényans n'ayant pas récemment voyagé à l'étranger. Ces variantes circulent donc au niveau local, et pourraient aggraver la propagation du coronavirus et conduire à une quatrième vague en juillet.

Covid-19: le Gabon enregistre 319 nouvelles guérisons pour 113 contaminations



Selon le point présenté par le ministre de la santé vendredi , le Dr. Guy Patrick Obiang Ndong, ce sont 319 nouvelles guérisons contre 113 nouveaux cas confirmés positifs au covid-19 qui ont été enregistrées ces dernières 48 heures au Gabon. Le nombre total de personnes guéries est à ce jour de 21 791. Après 5 longs mois de riposte régulière contre le Coronavirus depuis le début de la seconde vague dès janvier 2021 avec une flambée des contaminations régulières, le Comité de pilotage et du plan de veille et de riposte contre l'épidémie à

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

coronavirus a indiqué à Gabon media time que la seconde vague de la pandémie a atteint son pic et semble être maîtrisée au vu de la tendance baissière des cas positifs. Selon le Dr. Guy Patrick Obiang Ndong, la baisse du nombre de cas démontre « l'efficacité des mesures gouvernementales prises pour freiner l'évolution exponentielle de la seconde vague mais aussi du début de la campagne de vaccination ».

La Libye et l'Algérie discutent de la sécurisation des frontières et de la migration irrégulière



L'Algérie et la Libye ont convenu de travailler ensemble pour résoudre les problèmes liés à la migration irrégulière et ont discuté des moyens de coopération pour sécuriser leurs frontières communes. C'est ce qui ressort des déclarations diffusées par la télévision nationale algérienne, de la ministre libyenne des Affaires étrangères Najla al-Mangoush et de son homologue algérien, Sabri Boukadoum, à l'issue de leur rencontre dimanche, au siège du ministère algérien des Affaires étrangères à Alger.« Les deux parties ont convenu d'aborder plusieurs sujets, relatifs au commerce, à la sécurité et à la santé, ainsi que ceux liés à la migration illégale, et des moyens de coopération pour sécuriser les frontières », a déclaré à Anadou Agency Al-Mangoush.Elle a ajouté que la partie algérienne « a accepté d'ouvrir le poste frontière terrestre «Debdeb-Ghadamès», qui est l'un des points de passage vitaux entre l'Algérie et la Libye », sans préciser la date de réouverture. La cheffe de la diplomatie libyenne a souligné que l'Algérie « avait également promis d'ouvrir incessamment un autre poste frontalier pour faciliter les voies de coopération entre les deux pays », sans fournir plus de détails.

Sénégal : l'armée mène des bombardements en Casamance



L'armée sénégalaise a mené dimanche des opérations et des bombardements en Casamance , théâtre d'une des plus vieilles rébellions africaines en activité, ont indiqué un porte-parole de l'armée et un témoin. Des déflagrations apparemment en provenance du sud de Ziguinchor, principale ville de Casamance, ont été entendues en Guinée-Bissau voisine.«Vers 3h (locales et GMT) nous avons entendu de très fortes détonations tout près de la frontière sénégalaise. On a tiré à intervalles réguliers jusqu'à 7h», a déclaré à l'AFP Quecuto Djaura, notable de Sao Domingos, ville bissau-guinéenne à une vingtaine de kilomètres. Les bombardements visaient des positions du chef rebelle César Atoute Badiate, à la tête d'une des factions du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), ont dit des médias sénégalais.Le porte-parole de l'armée n'a pas fourni de précision. «Des opérations sont en cours. Le but est de créer les conditions du retour des populations chez elles», a-t-il déclaré dans un message en faisant référence aux nombreuses personnes déplacées par des décennies de conflit.

Le Togo lève 27,5 milliards FCFA à 5,8% sur 5 ans



Le Togo a finalisé vendredi sa cinquième émission obligataire de maturité 5 ans sur le marché financier régional coordonné par l'Agence Umoa-titres. A la recherche de 25 milliards FCFA selon Togo first , le Trésor

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

public a levé 27,5 milliards FCFA, avec un rendement moyen pondéré estimé à 5,66% (maturité de 5 ans), le taux d'intérêt fixe de l'opération étant de 5,8%. Le rendement moyen pondéré correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance du 03 mai 2026. Cette nouvelle réussite sur la place financière traduit l'engouement des investisseurs pour les titres publics togolais ; ce sont les SGI et SVT basées au Togo, et en Côte d'Ivoire qui mènent la danse. Ainsi, le carnet d'ordre de l'opération a atteint un peu plus de 92 milliards FCFA, soit une sursouscription de plus de 370%, tendance devenue presque ordinaire depuis fin 2019.

Zambie / Football : Mayembe Ntanzana rejoint le groupe des Chipolopolo à Lusaka



Selon Africa Foot United du 30 mai 2021,Mayembe Ntanzana a rejoint le camp des Chipolopolo situé à Lusaka dans un hôtel nommé Tecla, après qu'il a été convoqué pour la première fois avec l'équipe nationale de la Zambie. Il a choisi de jouer pour la Zambie bien qu'il soit passé par les jeunes équipes de l'Angleterre et des Pays de Galles. Pour rappel, la Zambie disputera 3 matchs amicaux dans cette fenêtre FIFA de juin qui seront disputés tous à l'extérieur. Le Sénégal sera le premier adversaire qu'affrontera les Chipolopolo le 05 juin à Thiès, avant de se déplacer à Cotonou 3 plus tard pour se mesurer aux écureuils du Bénin. La Zambie clôturera cette série de matchs contre le Soudan à Omdurman, le 11 juin.

L'Afrique du Sud intéressée par les produits agricoles de São Tomé et Príncipe



L'Afrique du Sud s'intéresse aux produits agricoles de São Tomé et Príncipe, selon le Chargé d'Affaires de l'ambassade de l'Afrique du Sud, Elizabeth Castlement. Au vu de cet intérêt, la partie sud-africaine a rencontré jeudi dans la ville de São Tomé le secrétaire d'État au Commerce, Eugénio Graça, avec qui elle a discuté des mécanismes visant à placer certains produits agricoles de São Tomé en Afrique du Sud. Du point de vue du diplomate sud-africain, l'archipel de São Tomé possède des produits aux qualités exceptionnelles qui pourraient réussir sur le marché sud-africain, dont le chocolat «Claudio Corallo», poivre, vanille et cacao, suggérant qu'ils seront plus valorisés s'ils sont transformées.

Le Mozambique prévoit une production aquacole de 24000 tonnes d'ici 2020 - AIM



Le président mozambicain Filipe Nyusi a annoncé vendredi l'objectif, au cours des cinq prochaines années, de 24 000 tonnes de production aquacole annuelle à travers le pays, contre 3 000 tonnes atteintes en 2020. Nyusi a annoncé le nouvel objectif lors du lancement du projet d'aquaculture à petite échelle (PRODAPE), budgétisé à 49 millions de dollars américains et qui sera mis en œuvre dans 23 districts de sept provinces mozambicaines à savoir Tete, Manica, Sofala, Zambezia, Nampula, Niassa et Cabo Delgado, générant 17 000 emplois.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Sierra Leone : Le président Bio condamne les prises de contrôle militaires lors de la réunion de la CEDEAO alors que la crise s'aggrave au Mali



A Accra, au Ghana, où les dirigeants de la CEDEAO ont tenu une réunion extraordinaire sur la situation politique au Mali, présidée par le président Nana Akufo-Addo du Ghana, le président de la Sierra Leone, le Dr Julius Maada Bio, a appelé à des consultations et à des communications plus larges avec les parties prenantes au Mali, à la suite d' une prise de contrôle militaire dans le pays. «Cette réunion souligne l'urgence de maintenir la paix et la stabilité au Mali, qui, nous en convenons tous, a des implications cruciales pour la stabilité de l'ensemble de la région de la CEDEAO», a déclaré le président Bio.

Trois personnes décédées et 15 piégées suite à l'effondrement d'une mine d'or au Ghana



Une mine d'or illégale s'est effondrée dans le sud du Ghana, faisant trois morts et 15 personnes piégées sous les débris, ont rapporté les médias. Deux personnes ont été secourues et envoyées dans un hôpital dans un état critique, a rapporté mercredi soir le média Modern Ghana. D'autres médias font état d'un plus grand nombre de personnes piégées: jusqu'à 40 personnes. Les causes de l'incident restent inconnues.

Sénégal : l'armée lance des opérations en Casamance



L'armée sénégalaise a lancé depuis dimanche une opération de démantèlement des bases du Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC). D'après l'armée nationale, cette opération à l'arme lourde est dirigée sur le camp de Cassolole commandé par César Atoute Badiate, un chef des nombreuses branches du MFDC. Une opération du genre menée en février 2021 avait permis à l'armée de démanteler trois bases du mouvement irrédentiste. L'armée avait alors annoncé la poursuite des opérations. L'objectif de cette opération est de sécuriser la zone pour un retour des populations qui avaient quitté leur terroir à cause de l'insécurité causée par les attaques armées du MFDC.

Ile Maurice: La pandémie de Covid-19 fait chuter le nombre de fumeurs, selon le ministère de la Santé



A l'occasion de la journée mondiale sans tabac le 31 mai, le ministère de la Santé de l'Ile Maurice a indiqué que le nombre total de fumeurs à Maurice est en diminution depuis la crise sanitaire. Selon Défi Média, le pourcentage du nombre de fumeurs a basculé de 21,3% à 19,3%. Un autre constat est le rajeunissement des fumeurs dès l'âge de 14 ans. Ce malgré la hausse du prix des cigarettes, selon les données du ministère de la Santé. Le ministère annonce aussi pour bientôt une décentralisation des consultations d'aide pour soutenir les personnes qui tentent de renoncer au tabac. Le thème retenu cette année par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : « S'engager à arrêter ». Cette campagne a pour objectif de soutenir, de par le monde, 100 millions de fumeurs qui essaient d'arrêter la cigarette.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Abdoul Karim TAPSOBA
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viapresse.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont